

Projet « Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta »



Atelier de présentation des conclusions et des recommandations de la mission nationale de consultation pour l'évaluation des capacités et des besoins relatifs au système de prévision et d'alerte face aux inondations et à la sécheresse dans le bassin de la Volta

08 au 09 octobre 2020

Rapport final de l'atelier

**Elaboré par NIAMPA Boukari,
Avec l'Assistance de la Direction générale
des ressources en eau du Burkina Faso**

Ouagadougou, Octobre 2020

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
INTRODUCTION	5
1. PRELIMINAIRE	5
1.1. Présentation des participants.....	5
1.2. Choix du présidium.....	5
2. CEREMONIE D'OUVERTURE	6
2.1. Mot du Coordonnateur SFN de l'ABV	6
2.2. L'allocation du Directeur Exécutif de l'ABV	7
2.3. L'allocation du représentant de l'OMM Afrique de l'Ouest.....	7
2.4. Le Discours d'ouverture du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement (MEA).....	8
3. DEROULEMENT DES TRAVAUX	8
3.1. Les différentes présentations.....	8
3.1.1. Présentation des objectifs et des résultats attendus de l'atelier.....	8
3.1.2. Présentation du programme de l'atelier	9
3.1.3. Bref aperçu du projet VFDM.....	9
3.1.4. Session 1 – Mise en perspective	10
3.1.5. Session Interactive 1 - Évaluation du SAP	10
3.1.6. Session interactive 2 – Recommandations sur le SAP.....	11
3.1.7. Session 3 – Comparaison entre l'analyse de base réalisée par CIMA et les résultats des sessions interactives précédentes	12
3.1.8 : Session 4 – Présentation myDewetra et VoltAlarm.....	13
3.1.9. Session interactive 4 – Démonstration en live plate-forme Dewetra et enquête par agence sur VoltAlarm	13
3.1.10. Présentation des activités complémentaires à mener en 2020-2021	14
3.2. Synthèse des échanges	15
3.3. Recommandations de l'atelier.....	16
Conclusion	17
Annexes.....	18



SIGLES ET ABBREVIATIONS

AEG	Agence de l'Eau du Gourma
AEN	Agence de l'Eau du Nakanbé
AGPC	Agence Nationale de la Protection Civile
AND-FA	Autorité Nationale Désignée du Fonds d'Adaptation pour le Burkina Faso
ANDFC	Autorisée désignée (Fond vert climat)
AND-FEM	Autorité Nationale Désignée du FEM pour le Burkina Faso
ANAM	Agence Nationale de la Météorologie
AEM	Agence de l'Eau du Mouhoun
ABV	Autorité du bassin de la Volta
BAD	Banque Africaine de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine pour le Développement
BM	Banque Mondiale
CGRE/CEDEAO	Centre de Gestion des Ressources en Eau
CILSS	Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au sahel
CONASUR	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CR WASCAL	Centre de Recherche WASCAL
CTGS	Comité Transfrontalier de Gestion des Ressources du Bassin du Sourou
DAT	Direction de l'Aménagement du Territoire
DGPC	Direction Générale de la Protection Civile (DGPC)
GWP -AO	Global Water Partnership- Afrique de l'Ouest
IGB	Institut Géographique du Burkina
MARP	Méthodes accélérées et de recherche participative
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONND	Observatoire nationale de l'environnement et du développement durable
PIDACC	Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger



WORLD
METEOROLOGICAL
ORGANIZATION



PNE	Partenariat National de l'Eau
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SFN	Structure Focale Nationale
SPONG	Secrétariat général des organisations de la société civile
(SP/CNDD)	Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
VFDM P	Volta Floods and Drought management project

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet intitulé "**Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta (VFDM)**", un atelier de présentation des conclusions et des recommandations de la mission nationale de consultation pour l'évaluation des capacités et des besoins relatifs au système de prévision et d'alerte face aux inondations et à la sécheresse dans le bassin de la Volta s'est tenu les 08 et 09 octobre 2020 à Ouagadougou dans la salle de conférence de SPLENDID Hôtel, au Burkina Faso. Cet atelier a été placé sous la présidence effective du conseiller technique, représentant Monsieur le Ministre en charge des Ressources en Eau du Burkina Faso.

1. PRELIMINAIRE

1.1. Présentation des participants

Les participants à cet atelier national sont les représentants du Département en charge des ressources en eau, du Département en charge de la météorologie, du Département en charge de la protection civile, des partenariats nationaux de l'eau, des instituts de recherche sur l'eau et le changement climatique, les instituts en charge de la géographie, les autorités nationales désignées du Fonds d'adaptation (...), du Fonds verts climat (...) du Fonds pour l'environnement mondial (...), les personnes de ressources, les représentants des communautés locales et des usagers de la portion nationale du bassin versant de la volta au Burkina Faso, les organisations de la société civile actives sur la thématique adaptation au changement climatique, dans le bassin de la Volta, etc. La liste de présence des participants nationaux et des consultants se trouve en ANNEXE VI.

1.2. Choix du présidium

Après un tour de table pour la présentation des participants, Monsieur Serge Modeste D. TRAORE, Coordonnateur de la Structure Focale Nationale de l'ABV du Burkina Faso a proposé un présidium qui a été amendé par les participants. Il se présente ainsi qu'il suit :

Présidence : Direction Générale des Ressources en Eau ;

Vice-Présidence : Agence Nationale de la Météorologie ;

Rapporteur : Direction Générale de la Protection Civile.

2. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur le **Conseiller Technique du** Ministre en charge des Ressources en Eau du Burkina Faso, Ministère de tutelle de l'ABV.

Elle a été marquée par cinq (04) allocutions :

- le mot de bienvenue de Monsieur **Serge Modeste D. TRAORE**, Coordonnateur de la Structure Focale Nationale de l'ABV du Burkina Faso ;
- l'allocution de Monsieur **Yaovi Robert DESSOUASSI**, Directeur Exécutif de l'ABV ;
- le discours de Monsieur **Robert GOMEZ**, représentant OMM de l'Afrique de l'Ouest ;
- le discours d'ouverture de Monsieur **Maxime SOMDA**, Conseiller technique du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso, Ministère de tutelle de l'ABV.

2.1. Mot du Coordonnateur SFN de l'ABV

Dans son mot de bienvenue, le Coordonnateur SFN, hôte de l'ABV, **Monsieur Serge Modeste D. TRAORE**, a remercié au nom de la SFN de l'ABV, les différents participants qui se sont mobilisés pour cet atelier. Il a remercié également le GWP AO, l'ABV, l'ANAM, l'OMM ainsi que tous les autres membres du comité d'organisation qui ont travaillé d'arrache-pied pour que l'atelier puisse se tenir.

Il a rappelé que cet atelier se porte principalement sur l'examen du rapport de l'évaluation des capacités et besoins de notre pays en matière de système de prévision et d'alerte précoce aux inondations et à la sécheresse. Ce rapport a été élaboré par les experts de la fondation CIMA et de l'OMM. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet intitulé "**Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta (VFDM)**" par six pays (Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire, Mali, Bénin, Togo).

Il a exhorté les participants à examiner de façon parcimonieuse les propositions des consultants et de faire des recommandations qui cadrent avec les besoins réels du Burkina Faso car il existe le projet HYDROMET avec des objectifs plus ou moins similaires à ceux VFDM.

2.2. L'allocation du Directeur Exécutif de l'ABV

A la suite du Coordonnateur SFN, le Directeur Exécutif de l'ABV a, dans son allocution, souhaité la chaleureuse bienvenue à l'Atelier technique à Ouagadougou et remercié les Autorités Burkinabè et les différents acteurs nationaux pour leurs constants appuis à la direction exécutive du bassin de la Volta dans l'accomplissement de son mandat.

Il s'est attelé à présenter les potentiels du bassin de la Volta à savoir une source d'approvisionnement en eau potable, de production d'énergie, d'exploitation industrielle et minière, d'irrigation, de pêche puis les différentes contraintes notamment les activités anthropiques et les changements climatiques. Ces contraintes occasionnent des effets néfastes sur le bassin (Inondations et sécheresse).

Il a souligné que cet atelier technique servira à poser les bases de la mise en place d'un système opérationnel de prévision, d'alerte précoce et de gestion des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta.

2.3. L'allocation du représentant de l'OMM Afrique de l'Ouest

Le représentant de l'OMM Afrique du Nord, du Centre et de l'Ouest, Monsieur **Bernard GOMEZ**, à son tour, a exprimé d'abord sa gratitude au gouvernement et au peuple du Burkina Faso. Il a par la suite souligné l'importance de la mise en place d'un système d'alerte précoce aux inondations et à la sécheresse au regard des effets néfastes de ces risques climatiques (pertes en vie humaine et des biens). Il a également invité les participants à apporter des recommandations et des suggestions sur le rapport de la mission nationale de consultation des besoins et des capacités relatifs au système de prévision et d'alerte face aux inondations et à la sécheresse. Pour finir, il exhorta les participants à rechercher une synergie avec tous les projets cherchant à renforcer la résilience des populations afin de mieux affronter le défi climatique auquel le Burkina Faso fait face.

2.4. Le Discours d'ouverture du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement (MEA)

Le conseiller technique du MEA, représentant le Ministre, **Monsieur Maxime SOMDA**, dans son intervention, a d'abord exprimé sa joie de présider ce jour, la cérémonie d'ouverture de cet atelier et souhaité la bienvenue à tous les participants. Après avoir salué la noblesse des objectifs du projet VFDM, situé l'importance de l'atelier technique national, il a remercié le Fonds pour l'adaptation au changement climatique et le consortium (OMM, ABV, GWP-A) et leurs partenaires techniques pour l'effort conjugué dans la mesure en œuvre de ce projet. Il a exhorté le Fonds d'adaptation à ne s'arrêter en si bon chemin vers un développement intégré, concerté et paisible de la Volta pour lequel, il a invité les autres partenaires techniques et financiers à accroître leurs appuis à l'Autorité du bassin de la Volta. Pour terminer il a exhorté les participants, représentants différentes structures dont il a salué la mobilisation, à participer avec assiduité aux différents travaux de l'atelier car le Burkina Faso attend avec intérêt, les résultats qui en seront issus.

3. DEROULEMENT DES TRAVAUX

3.1. Les différentes présentations

3.1.1. Présentation des objectifs et des résultats attendus de l'atelier

La présentation des objectifs et des résultats attendus de l'atelier a été faite par Monsieur Boukari NIAMPA, chargé technique du projet à l'Autorité du bassin de la Volta. Dans sa présentation il a souligné que le but de l'atelier technique national du Burkina Faso, à l'instar des autres ateliers passés ou à venir est d'examiner et consolider le projet d'analyse de base effectué entre octobre et décembre 2019 sur les systèmes d'alerte précoce (SAP) et les recommandations connexes pour le développement de cartes des risques d'inondation et de sécheresse et la mise en place d'un système d'alerte précoce. A travers la réalisation des objectifs spécifiques et sur la base de l'application d'une méthodologie rigoureuse, l'atelier technique national du Burkina Faso, devrait permettre (i) la présentation et l'enrichissement des rapports de consultation nationale qui décrivent les capacités et les besoins du Burkina Faso en matière de système de prévision et d'alerte des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta;

(ii) l'identification des dispositions institutionnelles supplémentaires au niveau national pour soutenir la mise en œuvre des activités du projet; (iii) la rédaction de rapports techniques sur les ateliers nationaux, qui comprendront des recommandations et d'un plan d'action préliminaire pour développer les cartes des risques et le système d'alerte précoce.

3.1.2. Présentation du programme de l'atelier

Le Coordonnateur de la Structure Focale Nationale, hôte de l'ABV, **Monsieur Serge Modeste D. TRAORE**, a présenté le programme de l'atelier (ANNEXE VII) pour amendement par les participants.

3.1.3. Bref aperçu du projet VFDM

Ce bref aperçu a mis l'accent sur les objectifs global et spécifiques, les résultats attendus du projet et sur les composantes au nombre de trois (3) du projet. Aussi, le niveau d'exécution des activités, les réalisations, les difficultés et les perspectives ont été présentés. Ainsi, le projet, à travers 3 composantes majeures, un objectif global et plusieurs objectifs spécifiques vise-t-il à aider les six pays à mettre en œuvre des mesures coordonnées et communes pour améliorer leurs plans de gestion existants aux niveaux régional, national et local et pour tirer les enseignements des projets passés et actuels liés à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation au climat. Les recherches attendus par le projet sont (i) la mise en place des orientations politiques et de gestion, diffusion et facilitation du partage des informations scientifiques, des connaissances et des meilleures pratiques pour l'intégration de la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique ; (ii) le développement d'un cadre de gestion transfrontière à l'échelle du bassin, par les six pays riverains du bassin de la Volta, afin d'assurer la durabilité environnementale et le développement économique, mais aussi des solutions concrètes pour atténuer l'augmentation probable de la vulnérabilité pour construire un réseau efficace d'acteurs (iii) la contribution à l'atteinte des objectifs du Fonds pour l'Adaptation à savoir « réduire la vulnérabilité et accroître la capacité d'adaptation des communautés à faire face aux impacts du changement climatique aux niveaux local, national et régional »

Le projet est financé par le Fonds d'adaptation à hauteur de 7 920 000 Dollars USD. Il est mis en œuvre par un consortium de partenaires (OMM, ABV, GWP-AO) sous le leadership de l'OMM.

3.1.4. Session 1 – Mise en perspective

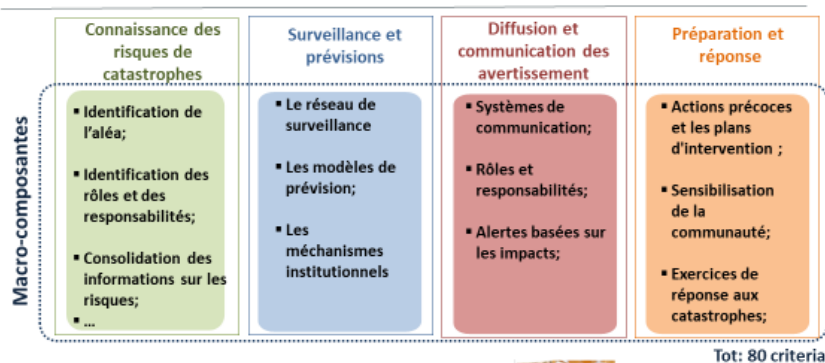
La session 1 a mis l'accent sur la mise en perspective. Celle-ci a consisté à la présentation de l'analyse nationale des SAP pour les inondations et la sécheresse au Burkina Faso et sur la présentation des quatre composantes du SAP et des différentes activités y relatives.

Les quatre composantes sont (i) **la connaissance des risques de catastrophes** qui comprend cinq sous-composantes, à savoir l'identification des principaux dangers, l'identification de l'exposition, de la vulnérabilité et des capacités, l'identification des rôles et des responsabilités, la consolidation de l'information sur les risques et l'incorporation de l'information sur les risques dans le SAP; (ii) **la Surveillance et prévisions** qui comporte quatre principales sous-composantes, qui sont les systèmes de surveillance, les prévisions, les avertissements et les mécanismes institutionnels; (iii) **la Diffusion et la communication sur les alertes** qui consiste à planifier l'organisation et le processus décisionnel, de mettre en place des systèmes et des équipements de communication et de donner des alertes basés sur les impacts et enfin (iv) **la Préparation et la réponse** qui se met en œuvre à travers trois sous-composantes, notamment la conception des plans d'intervention en cas de catastrophe ; la réalisation des campagnes de sensibilisation et d'éducation du public et la réalisation des tests sur la sensibilité du public.

3.1.5. Session Interactive 1 - Évaluation du SAP

La première session interactive fait suite à la session 1 de l'atelier. Elle a mis l'accent sur l'introduction aux quatre (4) éléments clés du système d'alerte précoce et leur macro-composantes comme présentées dans le schéma ci-dessous.

Outil d'analyse SAP



29

Ceux-ci ont fait l'objet de travaux de réflexion au sein de quatre groupes. Les participants se sont séparés en groupes thématiques pour évaluer chaque composante du SAP au Burkina Faso, ainsi qu'il suit : **Groupe A** : connaissance des risques de catastrophes ; **Groupe B** : surveillance et prévisions ; **Groupe C** : diffusion et communication des avertissements ; **Groupe D** : préparation et réponse.

L'exercice de groupe consiste à remplir le questionnaire en ligne https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScYVVgbM5uEKUu1eoW5QNTcO0IZIRFDXviFdW3PTLKbdfAqUg/viewform?usp=sf_link

Les résultats de ces travaux ont été présentés et discutés par des propositions, suggestions et recommandations, qui sont présentés en Annexe I (Résultats des travaux de groupe sur l'Évaluation du SAP (session interactive 1).

3.1.6. Session interactive 2 – Recommandations sur le SAP

Cette session est la suite de la session interactive 1 ; les différents groupes ont été invités à se prononcer sur la priorisation et à l'organisation des actions en lien avec les thématiques précédemment traitées. A l'issu des travaux de groupes, chaque groupe a également fait une présentation des réflexions issues de leurs travaux. Des questions, des contributions, des réponses ont constitué les points saillants des échanges qui ont suivi les différentes présentations. Les résultats des différents groupes sont consignés dans les tableaux présentés en Annexe II (Résultats des groupes sur les recommandations (session interactive 2).

3.1.7. Session 3 – Comparaison entre l'analyse de base réalisée par CIMA et les résultats des sessions interactives précédentes

La session 3 a porté sur une analyse comparée entre les résultats des sessions interactives précédentes et l'analyse de base des 4 composantes du SAP au Burkina avec les recommandations résultantes, présentées dans le rapport des consultations nationales rédigé par le consultant CIMA. Elle a été présentée par M.me Carlotta Rodriquez de la fondation CIMA. Au cours des sessions interactives 1 et 2, les consultants ont recueilli des commentaires et suggestions liés à l'analyse du SAP et aux recommandations relatives, qui étaient contenues dans le rapport présenté lors de l'atelier. Le premier exercice (session interactive 1) consistait à effectuer une analyse rapide du système, en attribuant un score aux mêmes composantes et sous-composantes utilisées par les consultants. L'objectif était d'obtenir une analyse réalisée par les principales parties prenantes et de comparer les résultats à l'évaluation produite par les consultants, et éventuellement de l'amender sur la base des explications fournies par les participants (voir les résultats sous forme des graphiques dans l'Annexe III - évaluation comparative des éléments du SAP). Les graphiques finaux seront amendés dans la version finale du rapport de l'analyse de base.

En général il n'y a pas eu beaucoup de différences entre les résultats obtenus par la Fondation CIMA et les groupes de l'atelier. La composante A est bien proche, tandis que les commentaires relatifs aux équipements techniques de la composante B (stations et formation du personnel) et à la présence de module de sensibilisation dans le programmes scolaire (composante C) seront considérés pour amender l'analyse de base. Néanmoins, le commentaire concernant la sous-composante 3 de la composante B (« mécanismes institutionnels ») pourra être intégré seulement partiellement dans le rapport, en raison du fait que le mécanisme institutionnel existe mais il n'est pas complètement mis en œuvre.

En ce qui a trait aux recommandations (session interactive 2), toutes celles présentées dans le rapport de consultations nationales ont été acceptée par les structures présentes. De plus, celles qui ont été proposées par les participants, issues des travaux de groupe, et qui sont marquées en rouge dans les listes présentées dans l'Annexe II (Résultats des groupes sur les recommandations (session interactive 2)), seront ajoutées dans la version finale du rapport « Évaluation des capacités et des besoins ».

Cette présentation a été soutenue par des propositions d'amendements du rapport tant sur la forme que sur le fond. Les interventions ont surtout mis l'accent sur la nécessité d'impliquer davantage les parties prenantes du projet pour l'élaboration du rapport mais aussi pour étayer certaines affirmations contenues dans le rapport par des sources officielles. Les recommandations et suggestions formulées par les participants ont été prises en compte dans la partie recommandations du rapport.

3.1.8 : Session 4 – Présentation myDewetra et VoltAlarm

La session 4 a permis de présenter le système MyDewetra qui est la base technologique de la plate-forme VoltAlarm, qui est proposée au sein du projet comme outil central du système d'alerte précoce pour les inondations et la sécheresse dans le bassin de la Volta. Cette présentation se résume à (i) l'importance des outils technologiques et informatiques à l'appui des SAP ; (ii) l'exemple de la plate-forme Dewetra pour l'intégration d'informations ; (iii) la proposition d'un outil pour la diffusion des alertes sur le bassin de la Volta ; (iv) au questionnaire pour évaluer le domaine d'intérêt et l'utilisation de VoltAlarm par chaque agence impliquée.

3.1.9. Session interactive 4 – Démonstration en live plate-forme Dewetra et enquête par agence sur VoltAlarm

Ce fut une démonstration en live de la plate-forme Dewetra et du questionnaire pour évaluer le domaine d'intérêt et l'utilisation de VoltAlarm, à remplir par chaque agence impliquée. Elle a surtout consisté en la présentation du questionnaire en vue d'un développement du système d'alerte précoce efficace. Ce questionnaire a été renseigné par les membres ou représentants des structures comme la Direction générale des ressources en eau (DGRE), l'Agence nationale de la météorologie (ANAM), la Direction générale de la protection civile (DGPC), le CONASUR et le Secrétariat permanent du conseil national pour le développement durable (SP/CNDD). Les questionnaires étaient ainsi structurés : (i) les différentes activités des institutions que VoltAlarm pourrait soutenir et les données que chaque institution souhaiterait voir figurer dans Dewetra ; (ii) les profils d'utilisation de la plate-forme souhaités par les agences, les différentes données que chaque institution pourrait fournir pour une bonne mise en place du système et ses politiques de partage des données ; (iii) les caractéristiques des avertissement issus à travers de la plateforme VoltAlarm. La structure du questionnaire, ainsi

que les réponses des différentes institutions au questionnaire sont présentées et analysées d'une façon détaillée dans les annexes (Annexe IV - Questionnaire sur le VoltAlarm ; Annexe V - Résultats des réponses des structures au questionnaire sur le VoltAlarm (Session interactive 4)). En général, chaque acteur impliqué dans le système d'alerte précoce, en accord avec son mandat et ses besoins, souhaite avoir à disposition un outil technologique pour pouvoir échanger et analyser des données, comme aussi pour élaborer ou recevoir des bulletins d'avertissement. Presque toutes les typologies des données suggérées dans l'enquête sont considérées très utiles par toutes les structures, qui souhaiteraient avoir un accès à la plateforme et pourraient fournir certaines informations à intégrer, en respectant ses propres politiques de partage de données (où il y en a). Concernant les bulletins d'avertissement, la majorité des structures seront intéressées à recevoir les bulletins avec des zones d'alerte qui soient une combinaison de sous-bassins et niveaux administratifs comme aussi un bulletin général à niveau du bassin publié par une institution supranationale. Par contre, il y a des opinions différentes concernant la durée de validité et fréquence d'émission des bulletins.

3.1.10. Présentation des activités complémentaires à mener en 2020-2021

Il s'est agi surtout de présenter les différentes activités programmées pour 2020-2021 qui sont :

- Activité 1.1.2.2 et 1.1.2.3 du projet : Mise en place des bases de données nationales centralisées (MCH), disponibilités et besoins des infrastructures et développement des capacités.
- Activité 1.1.2.4 : Développement de cartes de risques pour la région du bassin de la Volta
- Activité 1.1.1.4. : la Cartographie de la vulnérabilité aux inondations et à la sécheresse et capacités d'adaptation associées au niveau communautaire (60 sites) dans les six pays
- Activité 1.2.3.1-1.2.3.7 : collecte et d'analyse de données et d'informations sur les indicateurs écosystémiques et environnementaux dans le bassin de la Volta à intégrer dans le système d'alerte précoce (SAP) pour renforcer efficacement la résilience et les réponses aux changements climatiques et aux risques de catastrophes.
- Activité 1.2.2.4 : Collecte des données et informations disponibles dans les pays pour la mise en place de la plate-forme transfrontalière intégrant la prévision et l'alerte aux inondations et à la sécheresse (VOLTALARM).

3.2. Synthèse des échanges

La synthèse des échanges suite aux différentes présentations sont :

- Quelles sont les complémentarités qui peuvent être développées entre le projet Hydromet et le projet VFDM?
- Chercher une synergie d'action entre les deux projets pour éviter des doublons inutiles
- Le projet Hydromet est à sa première année d'exécution et ne pouvait faire l'objet d'un bilan critique de son exécution permettant de connaître les écarts à combler ;
- Le projet Hydromet et VFDM n'ont pas forcément les mêmes champs d'actions, ni la même sphère d'intervention (portion nationale du bassin de la volta et à l'échelle nationale) mais vue la similitude des objectifs, il est important d'envisager une rencontre technique afin de dégager des complémentarités entre ces deux projets ;
- La mise en œuvre d'un SAP national harmonisé est difficile actuellement vue que chaque secteur essaie de développer son SAP à lui ; il faut donc travailler à mettre en place un SAP national harmonisé et à multirisques ;
- Il n'existe pas à l'heure actuelle une structure coordonnatrice du SAP National même si le CONASUR semble assurer la gestion du SAP national qu'il convient de renforcer ;
- Les informations fournies par les systèmes d'alerte arrivent rarement au niveau local, elles restent principalement au niveau central ;
- Les canaux appropriés pour diffuser les informations sur les alertes auprès des communautés doivent être encore explorés ;
- Face aux interrogations sur l'alerte basée sur les impacts, la Météo rassure que les bulletins qu'elle produit prennent en compte l'impact des risques tels que le préconise l'OMM ;
- Face aux inquiétudes liées à la durabilité de la plate-forme, l'OMM se dit être soucieuse de cette durabilité et y accorde une importance particulière ; aussi, la prise en charge de la gestion future de la plate-forme reposera sur le renforcement des capacités des producteurs et utilisateurs d'informations. C'est aux acteurs nationaux et locaux de définir la nature de la plate-forme, les types de données et informations à collecter et les mécanismes d'accès à ces données ;
- Face au questionnement sur la place et le rôle des collectivités territoriales dans la mise en œuvre du projet et du dispositif d'alerte précoce, la réponse est qu'elles seront belles et bien impliquées. Plusieurs activités seront réalisées avec leur appui directe telles que la

cartographie de la vulnérabilité et des capacités y relatives au niveau communautaire, l'évaluation et l'intégration des indicateurs et des services écosystémiques dans le système d'alerte aux inondations et à la sécheresse. Cette dernière activité pourrait déboucher sur l'élaboration, à partir des lignes directrices de l'UICN et sur la base des résultats d'investigations, des projets pour la gestion des zones humides à transition terrestre/aquatique abritant de la biodiversité.

3.3. Recommandations de l'atelier

A l'issue des travaux de l'atelier, les recommandations suivantes ont été formulées :

A l'endroit de l'ABV et des consultants :

- mobiliser des ressources pour les sorties de terrain ;
- tenir des séances de travail entre l'ABV et la structure focale en vue de l'identification des structures membres du groupe de travail ;
- organiser un atelier national pour mettre en place un SAP regroupant tous les acteurs intervenants à fin de définir des mécanismes de coordination et de complémentarité ;
- initier une rencontre de travail entre le projet HYDROMET du Burkina Faso et le VFDM pour harmoniser les actions et agir en synergie pour la mise en œuvre de ces deux projets.
- actualiser le rapport de consultation nationale afin qu'il reflète les réalités du pays ;
- appuyer techniquement les membres de l'ABV pour une bonne marche du système ;

A l'endroit de l'unité de gestion du projet VFDM :

- Doter dans le cadre du projet les structures principales de mise en œuvre du projet des véhicules de terrain pour le suivi et la maintenance des réseaux d'observations ;
- Les consultants doivent prendre toutes les dispositions pour actualiser les données du rapport
- S'inspirer d'autres expériences comme celle du CILSS dans le développement et la mise en place d'un système d'alerte précoce sur les inondations et la sécheresse.

Conclusion

La cérémonie de clôture a été ponctuée par trois (3) interventions. D'abord le mot du Directeur Exécutif Adjoint de l'ABV, **Monsieur MILLOGO**, qui a remercié l'ensemble des participants pour le travail abattu. Pour lui, les objectifs de cet atelier ont été largement atteints dans une ambiance conviviale. Le représentant de l'OMM/CIMA, à son tour a remercié les participants pour le sérieux et la qualité du travail. Il a confirmé à l'assistance que son organisation sera toujours aux côtés de l'ABV. Le président de la séance, **Monsieur Pascal L. NAKOHOUN** a traduit la satisfaction du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement. Il lui a été donné de constater l'engagement qui a prévalu durant ces trois jours de travail. Il a remercié tous les organisateurs, les partenaires techniques et financiers, les participants et les organisateurs.

C'est sur une note de satisfaction qu'il a clos les travaux de l'atelier de validation du rapport d'évaluation des capacités et des besoins en matière de systèmes d'alerte précoce aux inondations et à la sécheresse dans le bassin de la Volta.

Les travaux ont pris officiellement fin à 15h 55mn.

Ouagadougou, le 09 octobre 2020

L'Atelier

ANNEXE I: Résultats des travaux de groupe sur l'Évaluation du SAP (session interactive 1)

Les participants se sont séparés en quatre (04) groupes thématiques pour évaluer chaque composante du SAP au Burkina Faso, en répondant chacun à 3 questions. Ici les réponses des groupes.

Groupe A : Connaissance du risque de catastrophe

Identification des principaux dangers et des menaces connexes (max. 5-7 minutes)

1. Les principaux
risques d'inondation et
de sécheresse et les
menaces connexes
sont-ils identifiés ? 1

Analyse des lacunes : Identification des principaux dangers et des menaces
connexes (max. 5-7 minutes)

Motiver votre réponse
en énumérant les
causes et les limites
possibles (trois raisons
au maximum)

- Insuffisance de synergie entre les différents acteurs intervenant dans la gestion des inondations et de la sécheresse;
- faible densité du réseau de collecte des données;
- non respect des directives des schémas d'aménagement

Évaluation de l'exposition, des vulnérabilités et des capacités (max. 5-7 minutes)

2. L'exposition, les
vulnérabilités, les
capacités et les risques
sont-ils évalués ? 1

Analyse des lacunes : Évaluation de l'exposition, des vulnérabilités et des capacités
(max. 5-7 minutes)

Motiver votre réponse
en énumérant les
causes et les limites
possibles (trois raisons
au maximum)

- faible prise en compte de la dimension gestion des risques dans la planification (mise en œuvre du plan de contingence à l'échelle locale)

Rôles et responsabilités (max. 5-7 minutes)

3. Les rôles et
responsabilités des
parties prenantes sont-
ils identifiés ? 2

Analyse des forces : Rôles et responsabilités (max. 5-7 minutes)

Motiver votre réponse
en expliquant pourquoi
cette composante est
un point fort du SAP
national (max. trois
affirmations)

- Disponibilité et implication de l'expertise locale dans le processus de gestion des risques;
- existence de cadre législatif en matière de gestion des risques.

Groupe B : Surveillance et prévisions

Systèmes de surveillance des inondations et des sécheresses

1. Le réseau de surveillance des risques d'inondation et de sécheresse est-il établi ? 1

Analyse des lacunes : Systèmes de surveillance des inondations et des sécheresses

Motiver votre réponse en énumérant les causes et les limites possibles (trois raisons au maximum)	Manque de coordination entre les entités intervenant dans les SAP, Insuffisance des ressources financières pour le suivi et la maintenance des équipements Insuffisance de ressources humaines qualifiées
--	---

Prévision et Alerte

2. Les prévisions et les avertissements en matière d'inondations et de sécheresse sont-ils en place ? 1

Analyse des lacunes : Prévision et Alerte

Motiver votre réponse en énumérant les causes et les limites possibles (trois raisons au maximum)	Pas modèle hydrométéorologique adapté Faiblesse dans la précision des prévisions météorologiques Insuffisance du dispositif opérationnel fonctionnel en permanence
--	--

Mécanismes institutionnels

3. Des mécanismes institutionnels sont-ils mis en place ? 2

Analyse des forces : Mécanismes institutionnels

Motiver votre réponse en expliquant pourquoi cette composante est un point fort du SAP national (max. trois affirmations)	Insuffisances dans la mise en œuvre
--	-------------------------------------

Groupe C : Communication et diffusion des avertissements

Organisation et processus de décision

1. Des procédures opérationnelles et des politiques gouvernementales sont-elles en place pour assurer une diffusion efficace des alertes ?

1

Analyse des lacunes : Organisation et processus de décision

Motiver votre réponse en énumérant les causes et les limites possibles (trois raisons au maximum)

- Insuffisance de la coordination des structures
- Canal de diffusion non approprié envers les populations cibles
- Défaillance du système d'alerte à améliorer

Systèmes et équipements de communication

2. La communication d'alerte est-elle efficace ?

1

Analyse des lacunes : Systèmes et équipements de communication

Motiver votre réponse en énumérant les causes et les limites possibles (trois raisons au maximum)

- Canal de diffusion non approprié envers les populations cibles
- Insuffisance du système d'information

Alerte précoce basée sur l'impact

3. L'alerte précoce en cas d'inondation et de sécheresse est-elle "basée sur l'impact" ?

0 - Insuffisant

Analyse des lacunes : Alerte précoce basée sur l'impact

Motiver votre réponse en énumérant les causes et les limites possibles (trois raisons au maximum)

- Non opérationnalité d'alerte précoce basée sur l'impact

Groupe D : Préparation et réponse

Plans d'intervention en cas de catastrophe

1. Des procédures opérationnelles et des politiques gouvernementales sont-elles en place pour assurer une diffusion efficace des alertes ?

1

Analyse des lacunes : Plans d'intervention en cas de catastrophe

Motiver votre réponse en énumérant les causes et les limites possibles (trois raisons au maximum)

existence de textes (politique nationale de protection civile, les plans ORSEC, Plans de contingence Multi-risques, ...) mais les moyens de mise en oeuvre font défaut.

Campagnes de sensibilisation et d'éducation du public

2. Les campagnes de sensibilisation et d'éducation du public sont-elles efficaces ?

1

Analyse des lacunes : Campagnes de sensibilisation et d'éducation du public

Motiver votre réponse en énumérant les causes et les limites possibles (trois raisons au maximum)

Le code de l'environnement a été traduit en module d'enseignement et introduit dans le programme scolaire. par ailleurs, des ONG, des OSC, des services publics (CONASUR, DGPC, ISEP, ...), la Croix Rouge, les institutions de recherche diffusent des informations sur la réduction de risque de catastrophes en direction des communautés mais ces actions ne couvrent l'entièreté du territoire National.

Test sur la sensibilisation du public

3. Les enseignements tirés des précédentes catastrophes sont-ils bien intégrés dans les plans de préparation et de réponse ?

1

Analyse des lacunes : Test sur la sensibilisation du public

Motiver votre réponse

en énumérant les causes et les limites possibles (trois raisons au maximum)

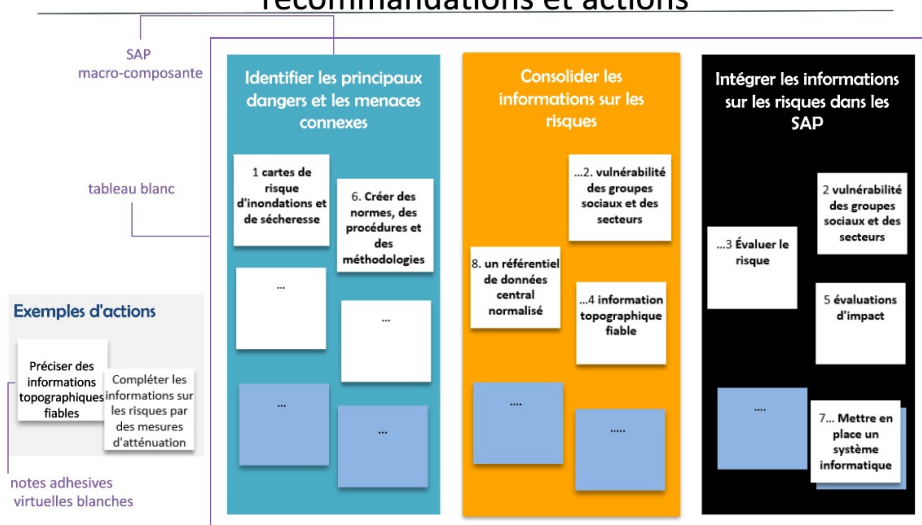
les plans existent mais en cas de survenue de catastrophes, ces plans sont ignorés au profit des cellules de crises improvisées.

ANNEXE III: Résultats des groupes sur les recommandations (session interactive 2)

Chaque groupe a classé les recommandations proposées par la Fondation CIMA (voir liste ci-dessous) dans le rapport « Evaluation des capacités et des besoins » selon les 3 macro-composantes du thème à l'aide des notes adhésives blanches. Les actions nouvelles proposées par le groupe de travail (en rouge dans la liste) sont affichées sur les notes adhésives bleues.

Groupe A : Consolider la connaissance du risque de catastrophes

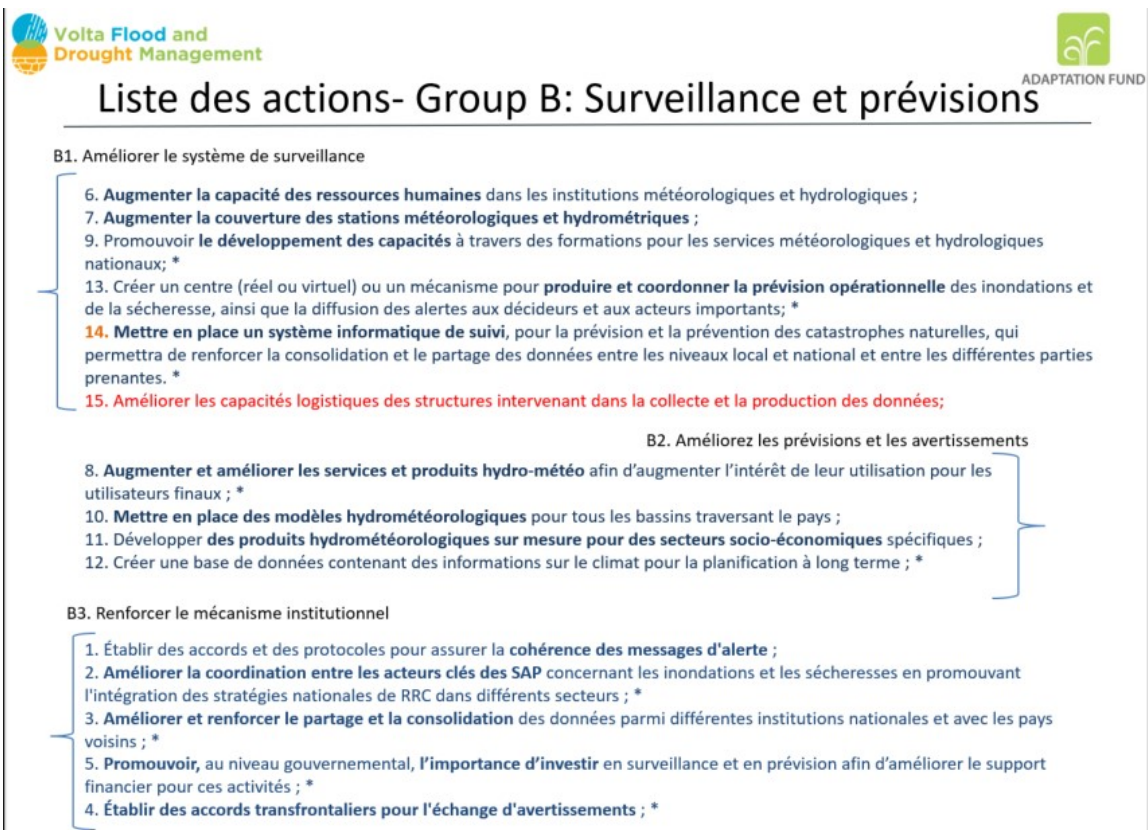
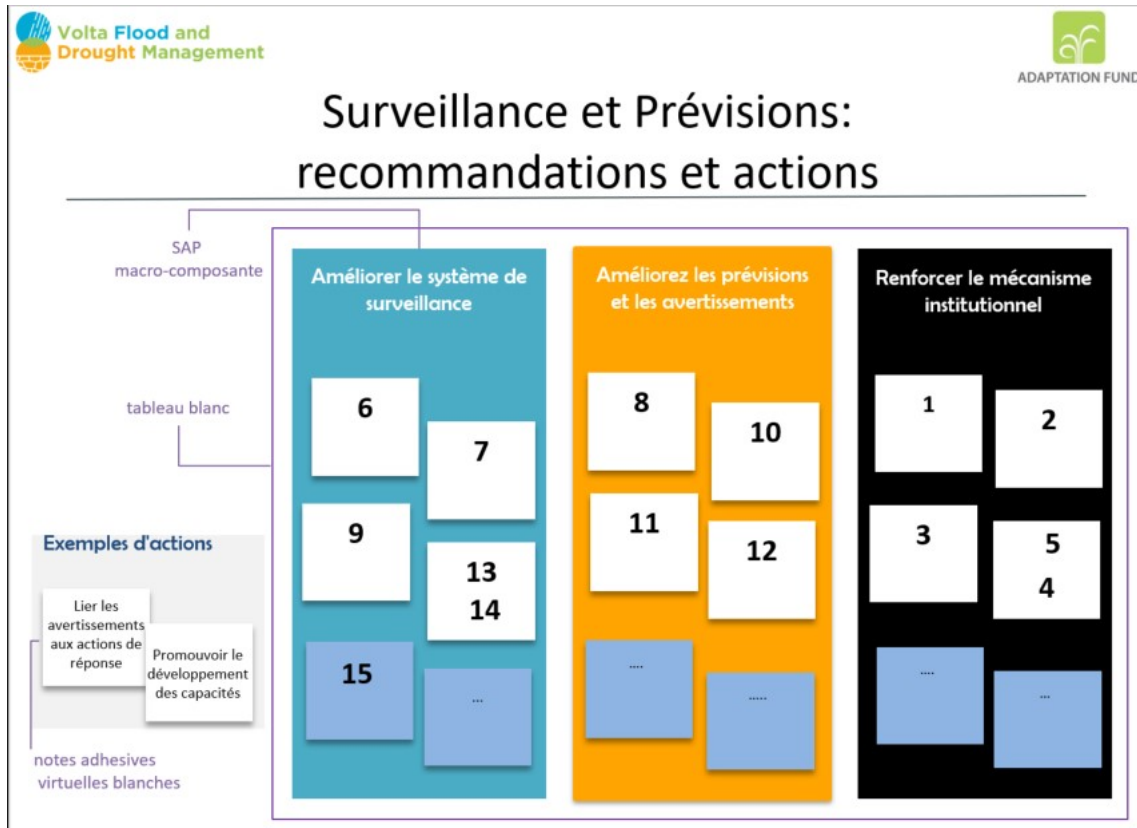
Consolider la connaissance du risque de catastrophes: recommandations et actions



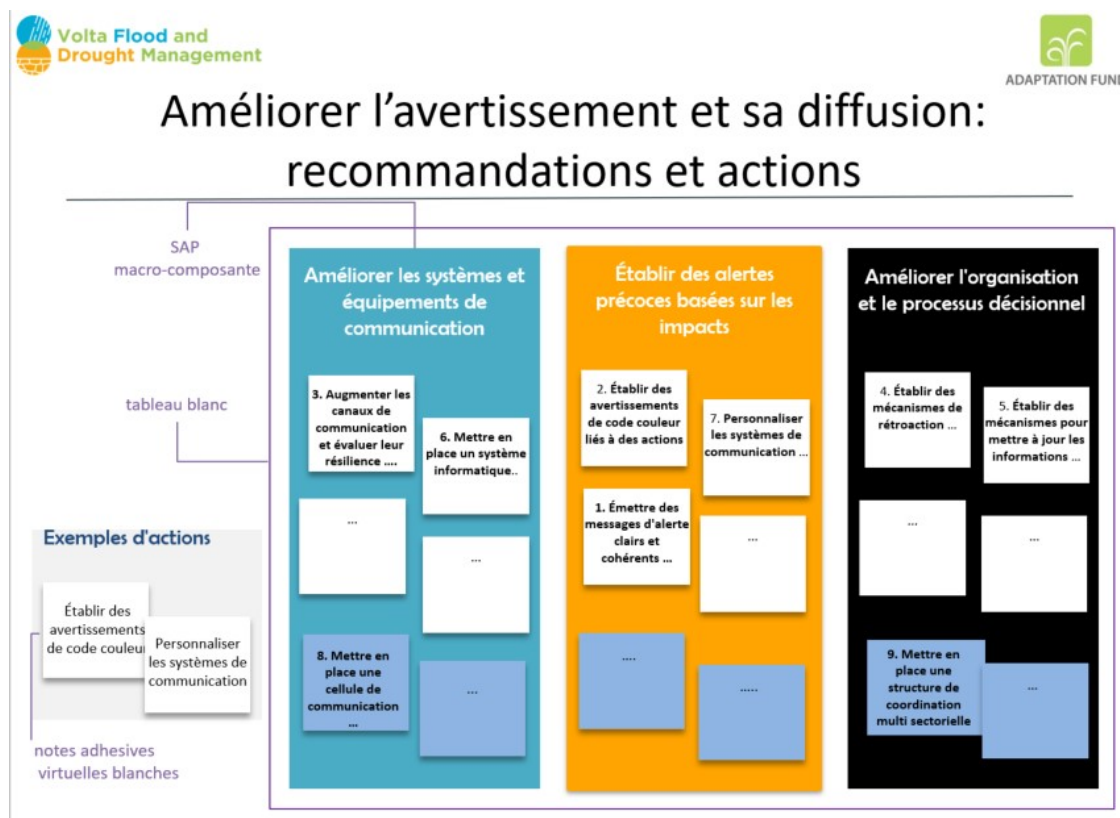
Liste des actions- Group A: connaissance des risques de catastrophes

1. **Élaborer des cartes détaillées des risques d'inondation et de sécheresse** avec une couverture nationale ; *
 6. **Créer des normes, des procédures et des méthodologies** pour la collection de données relatives aux risques d'inondation, à la vulnérabilité, à l'exposition, aux capacités et à l'évaluation des risques de catastrophe ; *
- A1. Identifier les principaux dangers et les menaces connexes
-
2. Évaluer la **vulnérabilité des groupes sociaux et des secteurs** clés au niveau national et local ; *
 8. Mettre en **place un référentiel de données central normalisé** pour le stockage des informations sur les catastrophes historiques et leurs conséquences ; *
 4. Spécifier les besoins en terme d'**information topographique fiable** pour soutenir les cartes d'inondations et de sécheresse (et autres risques naturels), les modèles de prévision, la préparation de crise et de réponse, ainsi qu'en évaluations post-crise ; *
- A2. Consolider les informations sur les risques
-
2. Évaluer la **vulnérabilité des groupes sociaux et des secteurs** clés au niveau national et local ; *
 3. **Évaluer le risque d'inondations et de sécheresse** selon différents scénarios de changements climatiques ; *
 5. Effectuer des **évaluations d'impact**, incluant les évaluations post-crise et mettant en avant l'intégration de la dimension de genre ;
 7. **Mettre en place un système informatique** pour le suivi, la prévision et la prévention des catastrophes naturelles, qui améliorera la disponibilité et l'accessibilité **des informations sur les risques** ; *
- A3. Intégrer les informations sur les risques dans les SAP

Groupe B : Renforcer la surveillance et les prévisions



Groupe C : Améliorer l'avertissement et sa diffusion



Liste des actions – Group C: Diffusion et communication des alertes

C2. Améliorer les systèmes et équipements de communication

- 3. Augmenter les canaux de communication et évaluer leur résilience en cas de catastrophe ;
- 6. Mettre en place un système informatique pour la génération et la diffusion semi-automatiques des alertes ; *
- 8. Mettre en place une cellule de communication;

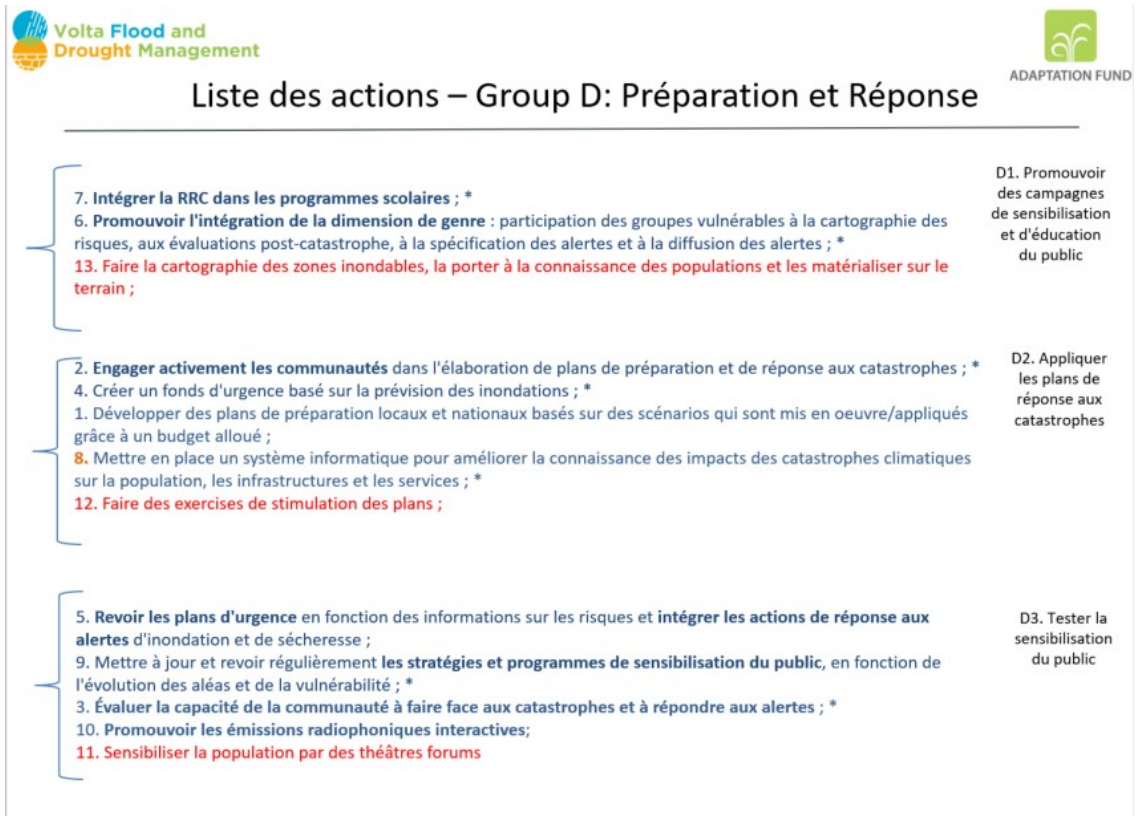
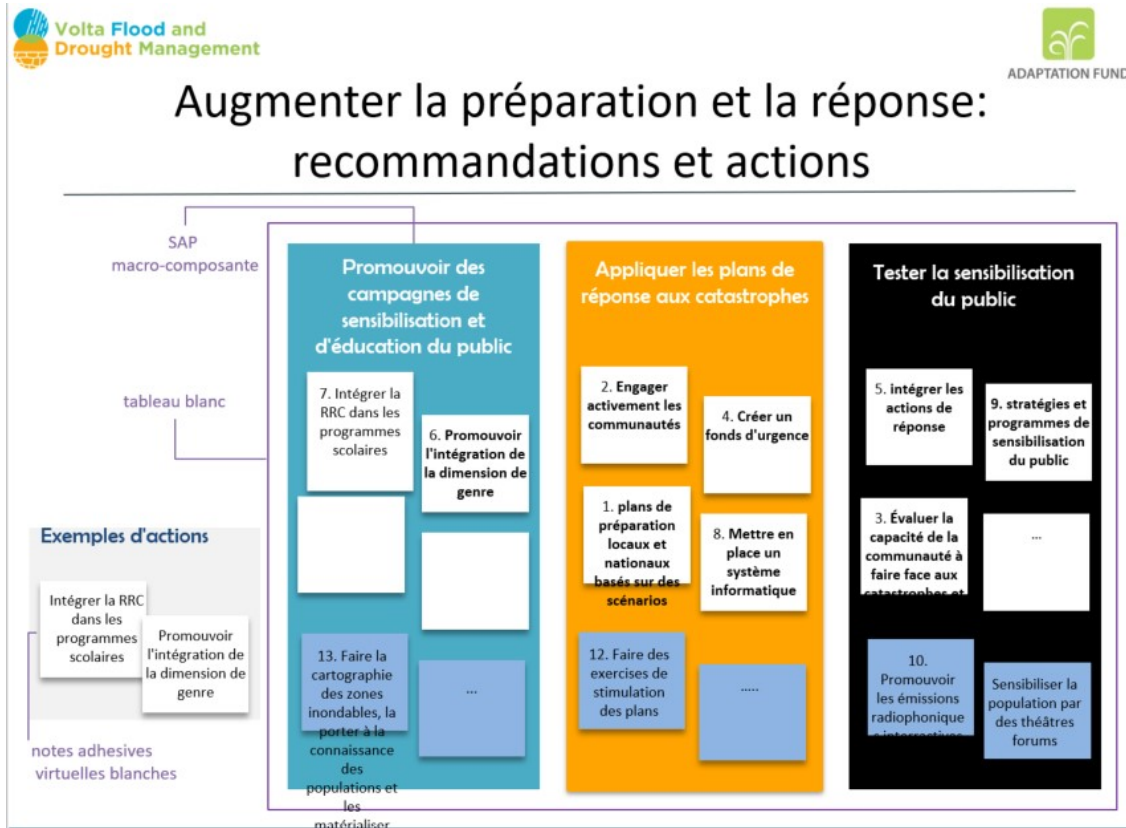
C3. Établir des alertes précoces basées sur les impacts

- 2. Établir des avertissements de code couleur liés à des actions de réponse ; *
- 7. Personnaliser les systèmes de communication en fonction des besoins des différents groupes afin d'atteindre toute la chaîne des utilisateurs finaux (dite connectivité du "dernier kilomètre") ;
- 1. Émettre des messages d'alerte clairs et cohérents qui tiennent compte des vulnérabilités de la population et qui peuvent être liés à des actions concrètes ;

C1. Améliorer l'organisation et le processus décisionnel

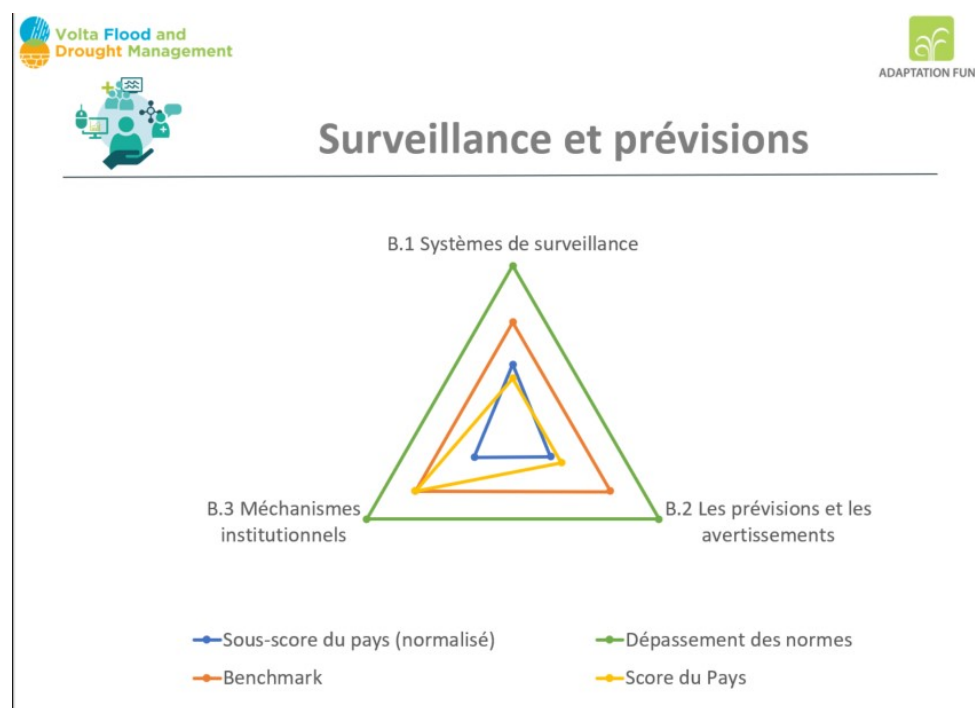
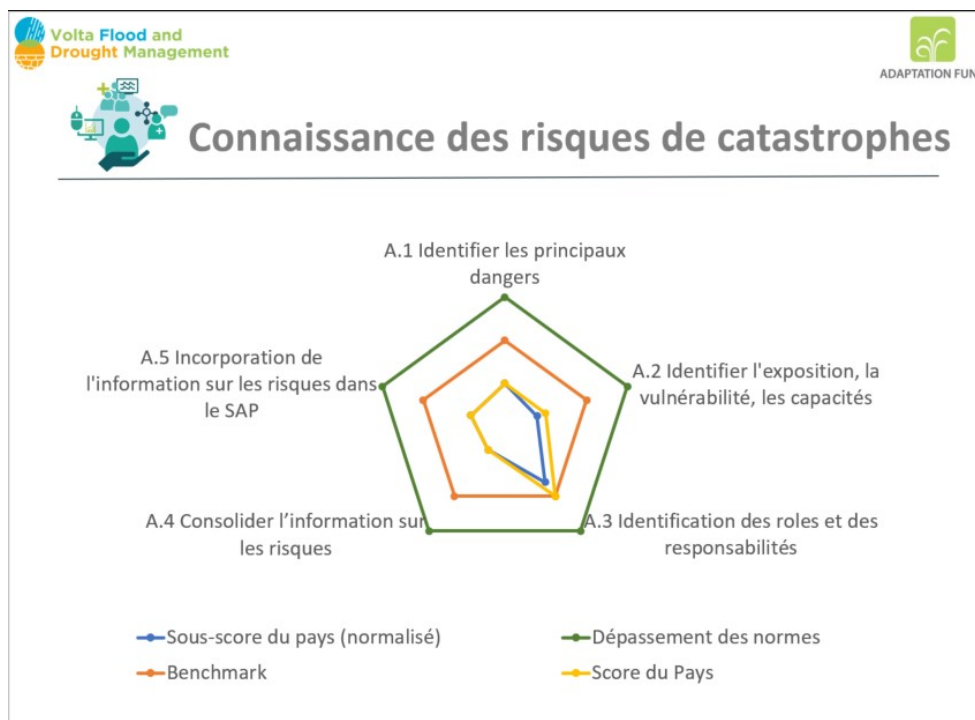
- 4. Établir des mécanismes de rétroaction pour vérifier que les avertissements ont été reçus et pour corriger les éventuelles défaillances ;
- 5. Établir des mécanismes pour mettre à jour les informations sur l'événement en cours. Ces mécanismes doivent être résilients aux catastrophes ;
- 9. Mettre en place une structure de coordination multi sectorielle

Groupe D : Augmenter la préparation et la réponse



ANNEXE IIIII : évaluation comparative des éléments du SAP

Les graphiques reprennent les résultats présentés par la Fondation CIMA sur la base de 80 questions pour chaque élément du SAP dans le rapport « Evaluation des capacités et des besoins ». Le score du pays est illustré en bleu dans le rapport et comparé aux scores (en jaune) proposés par chaque groupe de travail (sur la base de 12 questions, 3 par groupe) lors de la session interactive de l'atelier.

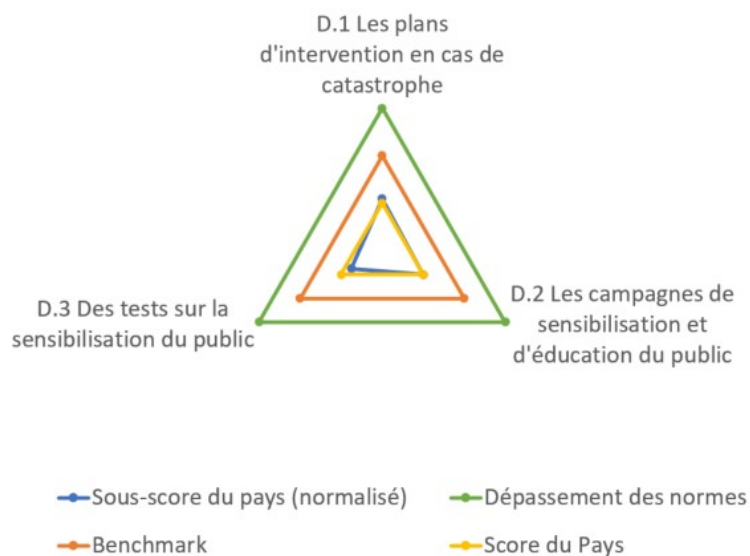




Diffusion et communication des alertes



Preparation et Reponse



Concernant les recommandations (session interactive 2), un résumé graphique des autres actions (issues des travaux de groupe et qui n'étaient pas dans les listes assignées aux groupes) est présenté ci-dessous.

Session interactive 2: **SAP Recommendations**

Toutes les actions de la liste ont été utilisées

Groupe B: Surveillance et prévisions

15. Améliorer les capacités logistiques des structures intervenant dans la collecte et la production des données;

Groupe C: Diffusion et communication des alertes

8. Mettre en place une cellule de communication

9. Mettre en place une structure de coordination multi sectorielle

Groupe D: Préparation et Réponse

13. Faire la cartographie des zones inondables, la porter à la connaissance des populations et les matérialiser sur le terrain

10. Promouvoir les émissions radiophoniques interactives

12. Faire des exercices de stimulation des plans

14. Sensibiliser la population par des théâtres forums

ANNEXE IV : Questionnaire sur la plate-forme VoltAlarm (Session interactive 4)

Pendant la session interactive 4 les participants, suite à une démonstration pratique du fonctionnement de la plate-forme VoltAlarm (qui sera implémentée dans la deuxième année du projet), ont répondu – par structure – à un questionnaire sur la plate-forme elle-même.

Le questionnaire était composé de trois sections, chacune répondante à un objectif d'intérêt pour la future implémentation de la plate-forme.

Nom section	Objectif correspondant
Types de données sur VoltAlarm	Comment voulez-vous utiliser la plate-forme? Par exemple, voulez-vous uniquement visualiser les données ou également les fournir?
Utilisateurs et profils	Avez-vous des données à partager? Est-ce que les conditions juridiques et informatiques sont établies pour le partage de ces données?
Avertissements	Comment voulez-vous que le bulletin d'alerte soit organisé pour être efficace?

Le questionnaire est présenté ci-dessous.

Session interactive - Jour 2: VoltAlarm plateforme du SAP

Dans le cadre du projet Volta, un système d'alerte précoce de bout en bout pour les inondations et la sécheresse sera développé dans le but de générer des services d'informations hydrométéorologiques adaptés aux besoins des agences, des collectivités et du grand public.

Pour le développement d'un système d'alerte précoce efficace basé sur le Web, cette enquête vise à étudier et à discuter des avantages et des fonctionnalités (type d'informations, formes d'alerte, etc.) du service VoltAlarm. Vos opinions et suggestions seront essentielles pour créer un système capable de prendre en charge et de s'intégrer facilement aux services opérationnels nationaux, en assimilant les modèles et les données disponibles.

***Obligatoire**

1. Adresse e-mail *

2. Nation:

Une seule réponse possible.

- ☐ Benin
- ☐ Burkina Faso
- ☐ Côte d'Ivoire
- ☐ Ghana
- ☐ Mali
- ☐ Togo

3. Agence nationale ou institut auquel vous appartenez : *

4. 1. Pensez au mandat et aux devoirs de votre institution, comment VoltAlarm pourrait soutenir votre institution dans vos activités quotidiennes ? *

par exemple: identification des voies d'évacuation, prévision des dangers, émission d'avertissements (préciser le type d'avertissement), émission de bulletins (préciser le type de bulletin), urbanisme

2. Quel type de données souhaiteriez-vous voir figurer dans Dewetra, sur la base des tâches et du mandat de votre agence dans la chaîne du SAP ?

5. Données d'observation sur les précipitations *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

6. Données d'observation sur les sécheresses (par exemple: SPI, NDVI) *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

7. Données d'observation sur l'humidité du sol *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

8. Prévisions à partir d'un modèle météorologique *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

9. Prévisions à partir d'un modèle hydrologique *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

10. Données sur l'exposition (par exemple, localisation géospatiale des infrastructures et des services) *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

11. Cartes des alea inondation correspondant à des événements d'ampleur différente *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

12. Cartes des alea sécheresse *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

13. Cartes des risques d'inondation pour les conditions climatiques actuelles et futures *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

14. Cartes des risques de sécheresse pour les conditions climatiques actuelles et futures *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1- les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

15. Des données sur les catastrophes passées (population touchée, dégâts, etc.) *

Une seule réponse possible.

- ☐ 0 - les données ne sont pas utiles pour mes institutions
- ☐ 1 - les données peuvent être utiles pour mon institution mais pas essentielles
- ☐ 2 - les données sont très utiles pour mon institution

16. 3. Y a-t-il d'autres catégories de données non énumérées ci-dessus que vous aimeriez voir figurer dans VoltAlarm pour soutenir les activités de votre institution dans le cadre du système d'alerte précoce des inondations et des sécheresses ? Lesquels ? *

Utilisateurs et profils

17. 4. Votre organisme souhaite-t-il avoir un accès direct à la plate-forme ? *

Une seule réponse possible.

- ☐ Oui *Passer à la question 18*
- ☐ Non *Passer à la question 22*

Types d'utilisateurs de VoltAlarm

18. 5. Quel type de rôle d'utilisateur dans la plateforme VoltAlarm serait le plus approprié pour votre agence ? *

Une seule réponse possible.

- ☐ Visionneuse Passer à la question 22
- ☐ Visionneuse et fournisseur de données Passer à la question 19

Type d'utilisateur du fournisseur de données

19. 6. Dewetra est une plateforme qui facilite l'échange d'informations, votre agence est-elle soumise à des restrictions concernant le partage de données avec des tiers ? *

20. 7. Quel type de données êtes-vous prêt à partager via VoltAlarm? (plusieurs réponses peuvent être sélectionnées) *

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Informations statiques sur les conditions hydrométéorologiques (climatologie, limites des bassin versants, données sur les événements passés, etc.)
- ☐ Informations dynamiques collectées par les stations hydrométéorologiques en temps réel
- ☐ Informations dynamiques fournies par les modèles de prévision

Autre : ☐ _____

21. Si les informations dynamiques ont été sélectionnées : Un équipement informatique pour le stockage et le partage dynamiques des données peut être nécessaire. Votre agence dispose-t-elle d'outils de calcul suffisants (salle de serveurs équipée, connexion Internet stable) pour assurer une fourniture continue de données en temps réel au système VoltAlarm? *

Avertissements

Les données hydrométéorologiques qui seront disponibles dans le système VoltAlarm sont utiles pour évaluer les conditions actuelles et à venir d'inondations et de sécheresse.

Ces informations devraient être synthétisées et diffusées par le biais de bulletins d'alerte. L'alerte doit être facile à lire et cohérente dans le temps afin de déclencher des actions opportunes, en utilisant une échelle de couleurs allant du vert au rouge par exemple.

Sous quelles formes ces avertissements devraient-ils être disponibles à votre avis et comment votre agence devrait-elle y contribuer?

22. Quel serait à votre avis le rôle de votre agence dans le système d'alerte précoce?

Une seule réponse possible.

- ☐ Compiler et publier le bulletin d'avertissement
- ☐ Fournir des informations aux agence(s) chargées de rédiger le bulletin d'avertissement
- ☐ Recevoir le bulletin d'avertissement
- ☐ Autre : _____

23. À quelle fréquence souhaitez-vous recevoir / émettre un avertissement?

Une seule réponse possible.

- ☐ Quotidiennement, même si aucun événement pertinent n'est observé ou prévu (vert)
- ☐ Avec une fréquence fixe, inférieure à la journée (par exemple, hebdomadaire, mensuelle)
- ☐ Uniquement lorsque des événements pertinents sont observés ou prévus (pas de routine quotidienne standard)
- ☐ Autre : _____

24. Si le bulletin à publier comporte une prévision, quel horizon temporel doit couvrir l'avertissement?

Une seule réponse possible.

- ☐ Le prochain jour
- ☐ Quelques jours suivants (2 à 3 j)
- ☐ La prochaine semaine
- ☐ Une période variable à indiquer dans le bulletin d'avertissement à chaque fois
- ☐ Autre : _____

25. Le bulletin doit être cohérent dans le temps, fournissant des informations d'alerte pour une zone bien définie (appelées «zones d'alerte»). Ces domaines doivent être définis en fonction des capacités de réponse opérationnelle. Une zone «avertie» doit être en mesure de prendre des mesures précoces et de déclencher une réponse de la défense civile lorsqu'elle est activée. Comment définiriez-vous les zones d'alerte? Sur la base de:

Une seule réponse possible.

- ☐ Sous-bassin hydrographique
- ☐ Niveau administratif 1 (par exemple, régions)
- ☐ Niveau administratif 2 (par exemple, préfectures)
- ☐ Une combinaison de sous-bassins et de niveaux administratifs

26. Souhaitez-vous recevoir des informations sur les alertes émises dans les pays voisins? Si oui sous quelle forme?

Une seule réponse possible.

- ☐ Visualisation (et non édition) des avertissements d'autres pays via la plateforme VoltAlarm
- ☐ Recevoir un bulletin général, publié par une institution supranationale, couvrant tout le bassin versant de la Volta
- ☐ Autre : _____

Ce contenu n'est ni rédigé, ni cautionné par Google.

Google Forms

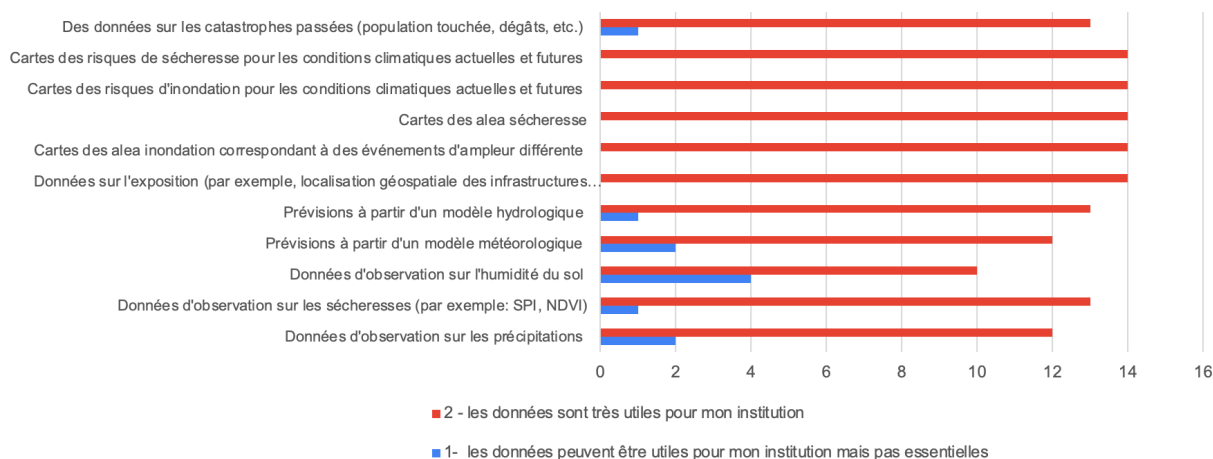
ANNEXE V : Résultats des réponses des structures au questionnaire sur le VoltAlarm (Session interactive 4)

Les 14 structures suivantes ont répondu au questionnaire :

- Agence Nationale de la Météorologie (ANAM)
- Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE)
- SP/CONASUR
- Direction Générale de la Protection Civile (DGPC)
- Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP/CNDD)
- Direction de l'Aménagement du Territoire
- Agences de l'Eau
- CGRE-CEDEAO
- ONG Réseau MARP Burkina
- Institut 2iE
- Projet HYDROMET
- Secrétariat Exécutif du Fonds Vert pour le Climat au Burkina Faso (SE-FVC/BF)
- Laboratoire des Géosciences et Environnement, Université Joseph KI-ZERBO
- Institut Géographique du Burkina.

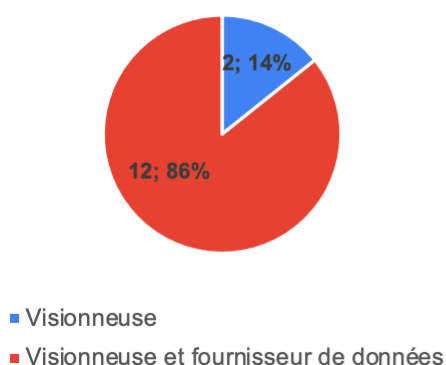
Concernant la section sur les données que les différentes structures souhaitent pouvoir avoir à disposition dans la plate-forme, presque toutes les typologies des données suggérées sont considérées très utiles par toutes les structures.

Résultats de réponses de la section sur les données

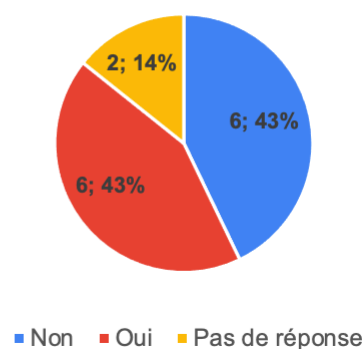


Concernant la section relative aux utilisateurs et profils, toutes les structures souhaiteront avoir un accès à la plate-forme et presque toutes les structures ont indiqué vouloir être utilisateur soit visionneur soit fournisseur des données. Plus ou moins la moitié des structures ont aussi des politiques et restrictions concernant le partage de ses propres données, qui seront évidemment à tenir en compte pour l'implémentation de la plate-forme.

Type d'utilisateur

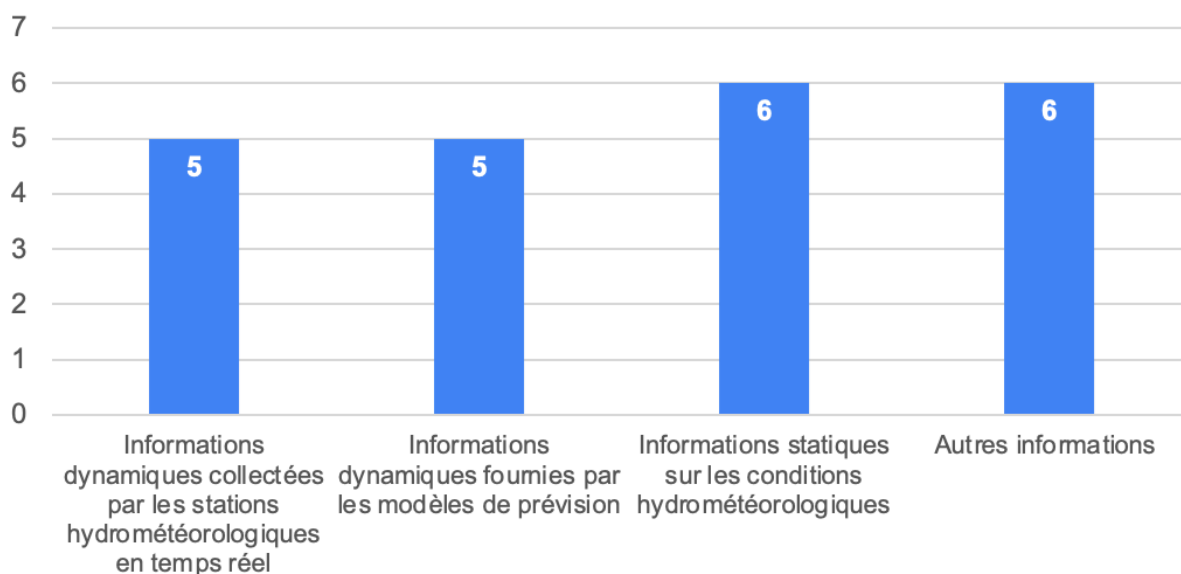


Restrictions ou politiques pour le partage des données



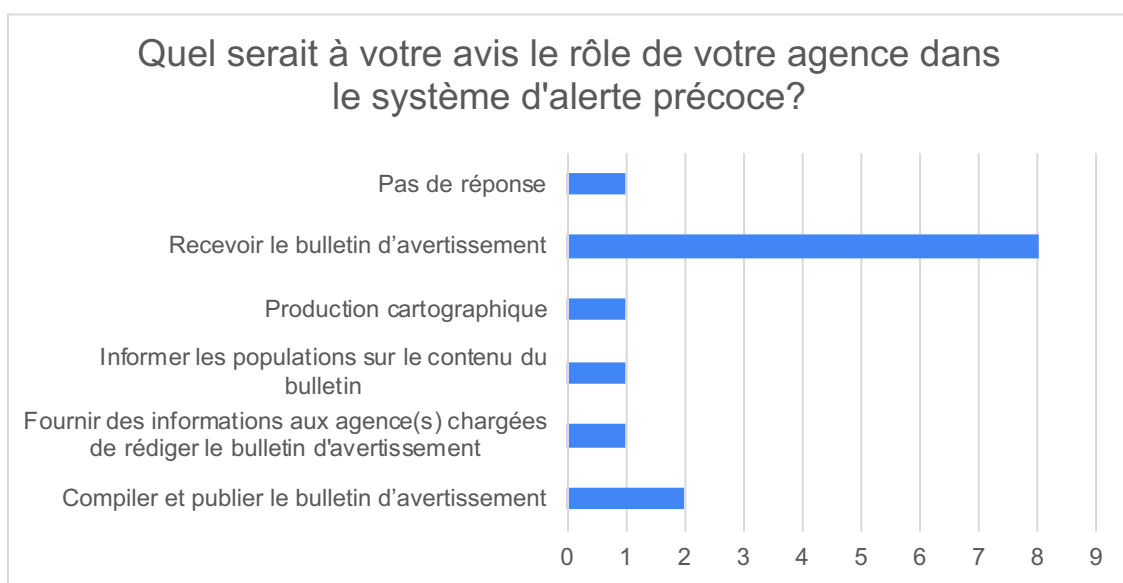
Les structures ont aussi répondu par rapport aux typologies des informations et/ou données qu'elles pourraient fournir pour les intégrer dans la plate-forme. Un résumé graphique des résultats est présenté ci-dessous.

N. structures qui pourraient fournir des informations et typologie d'informations à fournir



Finalement, la section concernant les bulletins d'avertissements était composée de 5 questions. La majorité de structures seront intéressées à recevoir les bulletins avec des zones d'alerte qui soient une combinaison de sous-bassins et niveaux administratifs. Concernant la fréquence d'émission et la durée de validité des bulletins, les structures ont des opinions différentes, dont l'importance de promouvoir un dialogue avec chaque structure et entre les structures mêmes pour comprendre les besoins de chacune. Par rapport aux bulletins des pays voisins, il y a sûrement un intérêt à pouvoir connaître ce type d'informations, en particulier sous forme d'un bulletin général publié par une institution supranationale.

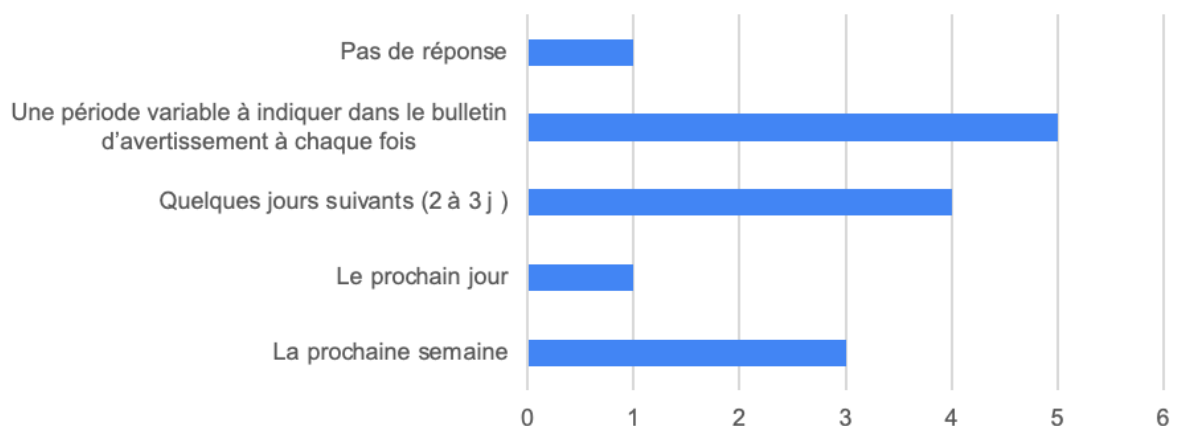
Un résumé graphique des réponses pour chaque question est présenté ci-dessous.



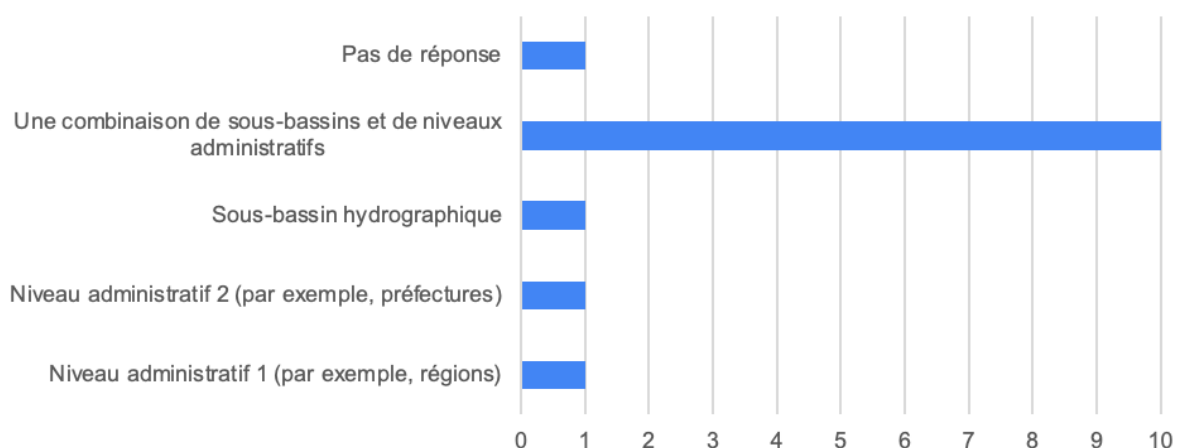
À quelle fréquence souhaitez-vous recevoir / émettre un avertissement?

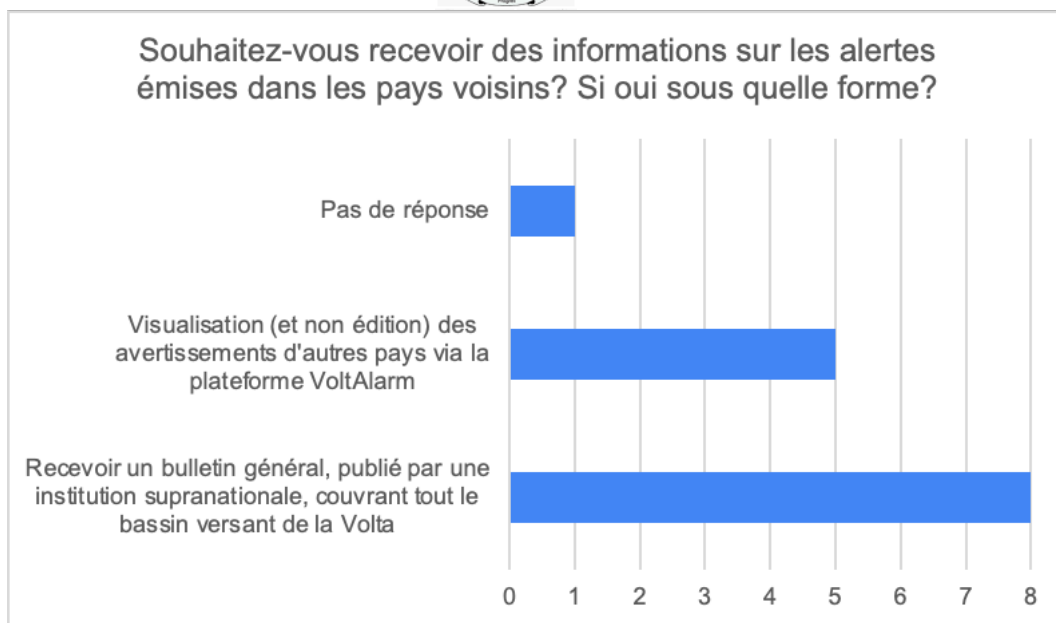


Si le bulletin à publier comporte une prévision, quel horizon temporel doit couvrir l'avertissement?



Comment définiriez-vous les zones d'alerte? Sur la base de:





En général, chaque acteur impliqué dans le système d'alerte précoce, en accord avec son mandat et ses besoins, souhaite avoir à disposition un outil technologique pour pouvoir échanger et analyser des données, comme aussi pour élaborer ou recevoir des bulletins d'avertissement.

ANNEXE VI : Liste des participants

N° ordre	Structures	Nombre de participants
1	Direction Générale des Ressources en Eau	3
2	Agence Nationale de la Météorologie ANAM	2
3	Agence Nationale de la Protection Civile	2
4	Partenariat National de l'Eau	1
5	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (SP/CONASUR)	1
6	Direction Générale de la Protection Civile (DGPC)	1
7	Primature / Service de l'Information Gouvernementale	1
8	Centre de Gestion des Ressources en Eau (CGRE) de la CEDEAO	1
9	Centre de Recherche WASCAL	1
10	Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP/CNDD)	2
11	UICN	1
12	CILSS	1
13	Institut Géographique du Burkina	1
14	Direction de l'Aménagement du Territoire	1
15	Agence de l'Eau du Mouhoun	1
16	Agence de l'Eau du Nakanbé	1
17	Agence de l'Eau du Gourma	1
18	Commune de Dori	1
19	Commune de Kaya	1
20	Commune de Garango	1
21	Comité Transfrontalier de Gestion des Ressources du Bassin du Sourou (CTGS)	1
22	Autorisée désignée (Fond vert climat)	1
23	Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger (PIDACC)	1
24	SPONG	1
25	CLE MASSILI	1
26	Réseau MARP	1
27	Agence municipale des grands travaux de Ouagadougou/Direction des opérations	1
28	ABV + GWP-AO+Comité	10
29	Banque Africaine de Développement	1
30	BOAD	1
31	Banque Mondiale	1
32	Coopération allemande	1
33	PNUD	1

34	UNICEF	1
35	Croix Rouge Burkina Faso	1
36	Autorité Nationale Désignée du Fonds d'Adaptation pour le Burkina Faso	1
37	SP CONEED/ Autorité Nationale Désignée du FEM pour le Burkina Faso	1
38	DGESS/MAAHA /SAP-IC Agriculture	1
39	Projet Hydromet	1
40	Assemblée Nationale du Burkina Faso (Réseau des parlementaires pour le secteur de l'eau	1
41	Marie de l'arrondissement 4	1
42	Marie de l'arrondissement 3	1
43	Marie de Tabtenga	1
44	MiHIN Jean-Pierre	1
45	KOUATE Lamine	1
46	NIANG Dial	1
47	KARAMBIRI Mamadou	1
48	Université de Ouagadougou : Professeur DA Dapola Evariste Constant	1
49	Université de Ouagadougou : Docteur KOUSSOUBE Youssouf	1
50	2iE	1
Total		64

ANNEXE VII : Agenda de l'atelier

	Jour 1 - matin	
Temps	Description	Responsable
8h30 - 9h00	Accueil des participants	OMM / ABV / GWP-AO
9h00 - 10h15	Cérémonie d'ouverture (*)	Ministres, ABV, Meteo
	Présentation des participants	ABV / GWP-AO
	Sélection du présidium	OMM / ABV / GWP-AO (à identifier avec l'équipe de gestion du projet)
	Présentation des objectifs de l'atelier et des résultats attendus	Présidium
	Présentation et adoption de l'ordre du jour de l'atelier	Présidium
	Entretiens de responsables par les médias Photo Pause café	ABV / GWP-AO
10h15 - 10h30	Brève présentation du projet VFDM (état d'avancement des activités, difficultés et perspectives)	OMM / ABV / GWP-AO
10h30 - 12h30	<u>Session 1: Mise en perspective</u> - Introduction aux éléments clés du système d'alerte précoce (connaissance des risques, suivi et prévision, communication et diffusion, préparation et réponse); - Présentation de la structure générale du rapport de consultation nationale et des méthodologies utilisées pour l'analyse de base	OMM (CIMA) 15 min
	<u>Session interactive 1: évaluation du SAP</u> Discussion interactive sur les chapitres 2,3,4,5 et 6 à travers d'un exercice de groupe. - Description de l'exercice de groupe sur l'évaluation du SAP national (principales lacunes, limites et opportunités de chaque élément du système d'alerte précoce) - Réalisation de l'exercice de groupe	CIMA (méthodologie) ABV- GWP-AO / /Présidium (travail de groupe) 45 min
12:30 - 13h30	Déjeuner	

	Jour 1 - après-midi	
13h30 – 14h15	Présentation et réflexion sur les travaux de groupe Chaque groupe présentera son travail (10 minutes chaque groupe)	Rapporteurs de groupe et présidium (45 min)

14h15 - 15h30	<u>Session interactive 2: recommandations SAP</u> Discussion interactive sur les recommandations et actions pour chaque composant du SAP à travers d'un exercice de groupe. - Description du deuxième exercice de groupe - Réalisation de l'exercice de groupe	CIMA (20 min) - Présentations Travail de groupe ABV-GWP-AO (45 min)
15h30 - 16h15	Présentation des résultats des travaux de groupe sur les recommandations SAP en relation avec les lacunes Chaque groupe présentera son travail (10 minutes chaque groupe)	Rapporteurs de groupe et présidium (45 min)
16h15 - 16h45	Pause café	VBA / GWP-AO
	Discussion générale sur le rapport de consultation national La discussion sera consacrée aux commentaires, observations et retours sur les chapitres pas encore traités dans les sessions précédentes	Présidium
Jour 2		
08h00 - 08h15	Bref résumé des résultats du premier jour de l'atelier	Présidium
08h15 - 08h45	<u>Session 3:</u> Présentation de l'analyse de base réalisée par CIMA et comparaison avec les lacunes identifiées lors de la session du jour précédente. Discussion sur les recommandations obtenues par les travaux de groupe.	CIMA
08h45 - 09h00	Discussion	Présidium
09h00-09h45	<u>Session 4</u> Présentation of myDewetra (générale), de la plate-forme VOLTALARM (Dewetra-Volta) et du bulletin SAP de VOLTALARM	CIMA / OMM / ABV / GWP-AO
09h45 - 10h15	Discussion	Présidium
10h15 - 10h45	Pause café	ABV / GWP-AO
10h45 - 12h00	<u>Session interactive 4 : VoltAlarm</u> - Démonstration en direct de Dewetra (CIMA) - Réalisation de l'enquête sur VoltAlarm par agence	CIMA / OMM / ABV / GWP-AO
12h00 - 13h00	Nomination des membres du Groupe National de Travail (maximum 6 personnes) pour apporter un soutien dans la mise en œuvre des activités du projet	ABV / GWP-AO
13h00 - 14h00	Déjeuner	
14h00 - 15h00	Résumé de la mise en œuvre des activités supplémentaires à mener en 2020-2021: - Activité 1.1.2.2 et 1.1.2.3 du projet : Mise en place des bases de données nationales centralisées (MCH), disponibilités et besoins des infrastructures et développement des capacités. - Développement de cartes de risques pour la région du bassin de la Volta - Cartographie de la vulnérabilité aux inondations et à la sécheresse et capacités d'adaptation associées au niveau communautaire (60 sites) dans les six pays	OMM / ABV / GWP-AO

	• Activité de collecte et d'analyse de données et d'informations sur les indicateurs écosystémiques et environnementaux dans le bassin de la Volta à intégrer dans le système d'alerte précoce (SAP) pour renforcer efficacement la résilience et les réponses aux changements climatiques et aux risques de catastrophes; • Création du Comité consultatif technique du projet VFDM • Collecte des données et informations disponibles dans les pays pour la mise en place de la plate-forme transfrontalière intégrant la prévision et l'alerte aux inondations et à la sécheresse (VOLTALARM) Discussion	
15h00 – 16h00	Résumé des recommandations de l'atelier qui seront écrites dans le rapport de l'atelier national avec les observations et le plan d'actions pour les prochaines étapes	Présidium
16h00-16h30	Pause café	
16h30 à 17h00	Présentation du rapport d'atelier et clôture de l'atelier	Présidium